



NIGERIA ONE

NEWSLETTER

Juillet 2022



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le secteur minier africain s'organise au Cap

SOMMAIRE

03

Le Gouvernement
Fédéral appelle à une
synergie entre les
secteurs intermédiaire
et aval pour stimuler le
raffinage national.

10

Prix du pétrole, quand le
monde s'affole

05

Des bus fonctionnant au
Gaz désormais en
circulation à Abuja

11

La production pétrolière
africaine dans
l'économie mondiale

06

Le secteur minier
africain s'organise au
Cap

13

Les répercussions de la
hausse du prix du
pétrole au quotidien

08

Transition énergétique
dans le contexte
géopolitique actuel



Raffinerie, image d'illustration

Le Gouvernement Fédéral appelle à une synergie entre les secteurs intermédiaire et aval pour stimuler le raffinage national.

Le gouvernement fédéral a appelé à une synergie entre les parties prenantes du secteur intermédiaire et aval pour renforcer le contenu local et booster la capacité de raffinage du pays.

Dans un discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture d'un dialogue de deux jours sur le thème "Maximiser les potentiels dans le secteur pétrolier et gazier du milieu et de l'aval - une perspective de contenu local", organisé par le Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB), à Lagos, lundi, le Ministre d'État des ressources pétrolières, Chief Timipre Sylva, a déclaré que le dialogue "servira de plate-forme pour sensibiliser et éclairer les parties prenantes sur les initiatives d'intervention du Conseil en matière de renforcement des capacités pour soutenir le développement du contenu nigérian dans les secteurs du milieu et de l'aval".

M. Sylva a indiqué que l'interface allait "créer un forum pour un dialogue de haut niveau qui permettra d'articuler un programme visant à actualiser les potentiels et les perspectives des investissements massifs dans les secteurs médian et aval de l'industrie pétrolière et gazière nigériane", ajoutant que le "mandat du ministère des ressources pétrolières dans le cadre du programme Next Level de M. le Président est "l'augmentation de la capacité de raffinage nationale".

Il a souligné que les efforts du gouvernement pour stimuler la capacité de raffinage nationale ont conduit au partenariat de la NCDMB avec des entreprises locales telles que Waltersmith Refinery, Azikel Refinery, et Atlantic Refinery "pour être le catalyseur de l'industrialisation de l'industrie pétrolière et gazière nigériane et de ses secteurs connexes".

M. Sylva a ajouté que "les investissements de la NCDMB dans Eraskon Nigeria Limited pour une usine de production d'huiles lubrifiantes, Bunorr Integrated Energy Limited pour la production d'huile de graissage et d'autres lubrifiants dans le pays, et Duport Midstream Company pour la création d'un parc énergétique, qui comprend une raffinerie modulaire et une installation de traitement du gaz, ont montré un large éventail de partenariats dans la chaîne de valeur en aval et en milieu de chaîne".

La loi sur l'industrie pétrolière (Petroleum Industry Act, PIA), a noté le ministre, a "introduit un cadre de gouvernance pour l'industrie avec une délimitation claire des rôles entre la réglementation et les unités commerciales axées sur le profit", soulignant que "la loi contient des incitations fiscales pour attirer les investissements dans le développement du gaz et le raffinage local ; elle prévoit également une attention exceptionnelle pour les communautés d'accueil et la sécurité énergétique future grâce à un financement dédié au développement des énergies renouvelables et au contenu local".

Il a félicité le Président Muhammadu Buhari pour la création d'un environnement favorable dans le secteur du pétrole et du gaz afin que le contenu local puisse prospérer, ajoutant que "dans le cadre de la "Décennie de l'initiative gazière", le gaz a été déclaré carburant de transition vers notre réalisation d'une émission nette de carbone zéro. Le gouvernement a soutenu des projets essentiels tels que le train 7 de NLNG, le gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK), le gazoduc Nigeria/Maroc, le gazoduc transsaharien et le code du réseau national de transport de gaz".

Tout en exprimant son optimisme quant aux résultats du dialogue entre les différentes parties prenantes au forum, le ministre a déclaré qu'il s'attendait à ce qu'à la fin du dialogue, "nous ayons élargi nos connaissances sur les opportunités de contenu nigérian associées aux secteurs intermédiaires et en aval. Nous devons trouver des moyens de débloquer le gaz naturel et le potentiel de production domestique du Nigeria et sortir des millions de personnes de la pauvreté énergétique".



Timipre Sylva, Ministre d'Etat aux ressources pétrolières



Bus au gaz naturel, image d'illustration

Des bus fonctionnant au Gaz désormais en circulation à Abuja

Premier producteur et exportateur de pétrole brut d'Afrique, le Nigéria se positionne comme un leader en matière d'énergie et n'entend pas rester en marge de la transition qui s'amorce. Le pays a lancé une politique ambitieuse baptisée « la Vision 30:30:30 » consistant à doter le Nigéria d'ici à 2030 d'une capacité installée de 30 GW, dont 30 % de renouvelables.

Une petite révolution s'opère d'ailleurs actuellement dans la capitale, où depuis le 5 Mai des bus fonctionnant au gaz sont désormais en circulation. L'initiative s'aligne sur une politique du gouvernement fédéral dénommé « Programme national d'expansion du gaz », qui vise à convertir des véhicules à essence en véhicules à gaz. Cette politique doit permettre de profiter de manière optimale des réserves de gaz du pays. Cette énergie fossile disponible en quantité limitée et, par définition, non renouvelable à une échelle de temps humaine, apparaît comme moins polluante que de nombreux combustibles utilisés en Afrique. En effet, le gaz émet du CO₂ au moment de la combustion mais 30% de moins que le pétrole et moitié moins que le charbon ce qui s'avère moins néfaste pour la qualité de l'air. Il s'agit donc véritablement d'une énergie de transition. Ainsi, le lancement de ce nouveau service a l'avantage d'avoir un impact positif sur l'environnement et les finances des usagers puisqu'il s'agit d'un modèle de transport bien plus accessible que les bus classiques .

S'attaquer à la question des transports routiers au Nigéria revêt une dimension particulière tant du point de vue pratique que du point de vue symbolique. Le pays est en effet connu pour abriter des mégapoles tentaculaires, le trafic routier y est patiemment dense et il n'est pas rare que les usagers patientent des heures durant dans leurs moyens de locomotion pour réaliser de courtes distances. Le déploiement de ces bus propres à grande échelle dans l'ensemble du pays devrait permettre de soulager le trafic routier tout en ayant une empreinte carbone moins élevée. Fola Akinola, directeur général de la Fomac chargé de ce projet n'a d'ailleurs pas caché sa fierté et ses ambitions futures : « Notre plan cette année est d'atteindre 100 bus ». Les villes de Lagos et Maiduguri ont déjà fait part de leur intérêt.



Mine d'or à ciel ouvert au Ghana

Le secteur minier africain s'organise au Cap

Le lundi 9 mai 2022, le fleuron de l'industrie minière africaine se réunissait au Cap pour la vingtième année consécutive. Un mot était présent sur toutes les lèvres : décarbonation. Il s'agit de l'ensemble des mesures visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) d'une entreprise, d'un secteur d'activité ou d'un pays.

L'industrie minière africaine a estimé que des efforts supplémentaires dans ce sens seraient les bienvenus. En effet, le secteur demeure extrêmement dépendant des poids lourds pour déplacer le minerai depuis les zones d'extraction jusqu'aux zones d'exportation. Or le transport routier constitue à ce jour l'une des sources majeures d'émission de dioxyde de carbone. Ainsi, en matière d'acheminement, l'enjeu est désormais comme l'a rappelé le président de la Zambie, Hakainde Hichilema d'assurer une meilleure intégration ferroviaire sous régionale : « Il est impératif que nous travaillions ensemble : l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Zambie et la RDC. Vraiment, nous devons trouver un terrain d'entente pour réparer notre chemin de fer pour le transport de nos biens et de nos services ... le secteur minier compris ».

De manière plus générale, le Sommet a été l'occasion pour le secteur de réitérer son implication vis-à-vis de la transition énergétique sans pour autant éluder les questions et débats nombreux qu'elle soulève.

Alors que le secteur minier représente une source de financement porteuse d'espoir, il n'est pas admissible que la transition énergétique entrave les perspectives de prospérité économique pour les habitants du continent le plus pauvre du monde.

L'industrie minière a encore de beaux jours devant elle. Il serait injuste de ne pas en faire bénéficier les populations. En Afrique de l'Ouest, la flambée de l'or est porteuse d'espoir. En effet, le secteur aurifère en dépit du COVID et de l'instabilité politique des pays producteurs se porte comme un charme.

Lamine Seydou Traoré, ministre malien des Mines résume d'ailleurs la situation de manière particulièrement éclairante « Le secteur minier a continué à remplir son rôle de pourvoyeur de fonds, pour une contribution du secteur au budget national de plus de 450 milliards de francs CFA, en 2021. ». La production aurifère se trouve totalement épargnée par les événements politiques qui se succèdent au Mali : putsch et fermeture des frontières terrestres imposées par la CEDEAO notamment.

Au pays des hommes intègres, 16 tonnes supplémentaires d'or devraient être produites cette année . L'or demeure le premier produit d'exportation et ce depuis 13 ans. Moïse Ouedraogo, secrétaire général du ministère des Mines et des Carrières du Burkina Faso indique à juste titre: « L'or soulage les finances du pays et représente aujourd'hui environ 400 milliards de recettes fiscales par an. C'est très important. On a constaté que durant la crise sanitaire, c'est le secteur qui a été le plus résilient, car les revenus de ces sociétés minières ont été réguliers, elles ont innové et l'exploitation minière a continué. Le cours élevé de l'or a permis au budget de l'État de se maintenir, pendant cette période de pandémie. »

Par ailleurs, l'Afrique du Sud, pays hôte du Sommet, est lui même dépendant à 70% du charbon. De plus, la fracture sociale est largement perceptible dans l'ensemble du pays avec un taux de chômage culminant à 35% ce qui en fait l'un des plus élevés d'Afrique. Dans cette perspective, comment envisager sereinement de se départir totalement du charbon à l'horizon 2050 sans causer des troubles économiques et sociaux majeurs.

Il ne suffit pas aux occidentaux de réciter des formules incantatoires en matière de sauvegarde de la planète, il faut également tenir compte des contraintes économiques que cela peut représenter pour des économies qui n'ont connu ni révolution industrielle ni émergence d'une classe moyenne synonyme d'une société de consommation prospère.



La ville du Cap en Afrique du Sud



Manifestants écologiques occidentaux

Transition énergétique dans le contexte géopolitique actuel

Depuis une décennie, les pays développés et en développement ont engagé un débat controversé sur la transition énergétique. Les pays occidentaux font pression, de manière collective et persistante, en faveur des énergies renouvelables. De nombreux pays en développement considèrent les combustibles fossiles comme de formidables opportunités économiques et s'opposent à l'objectif d'une transition énergétique achevée d'ici 2040.

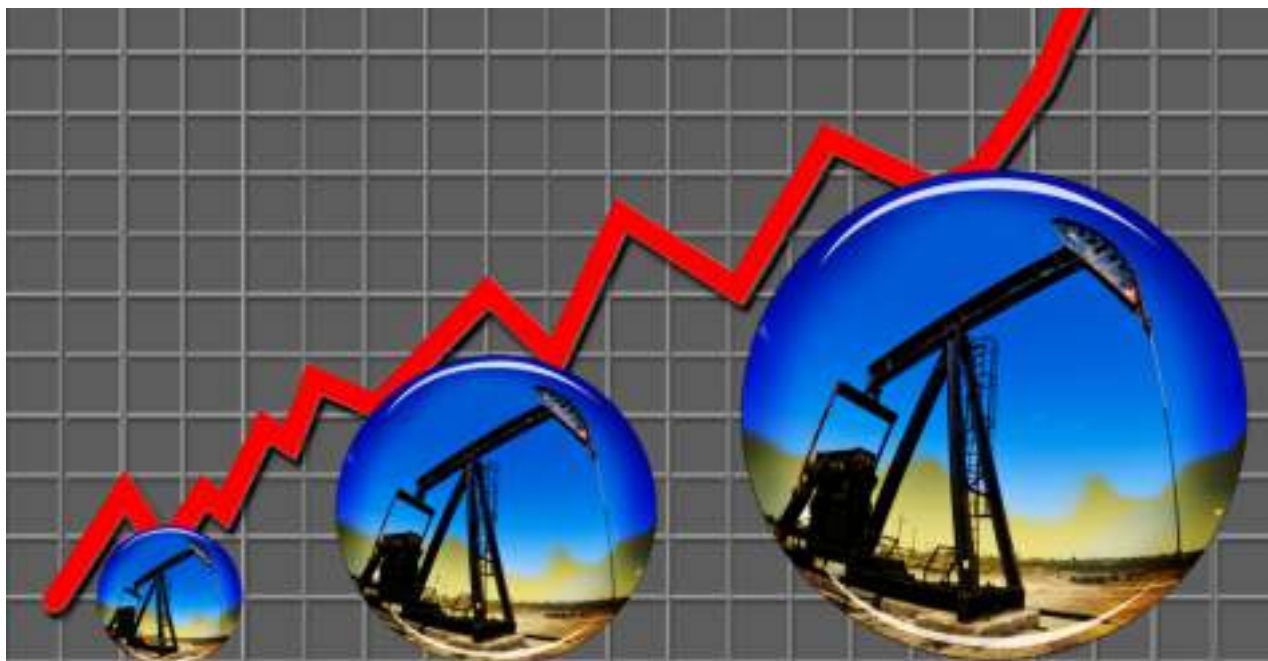
Compte tenu du climat socio-économique et politique actuel, il est légitime de se demander si les combustibles fossiles dureront aussi longtemps que prévu. Après la crise sanitaire catastrophique de Covid-19, la demande de pétrole a dépassé l'offre, entraînant une flambée des prix. La demande mondiale est actuellement supérieure à l'offre disponible. Malgré les appels des législateurs, des écologistes et des défenseurs du climat à stopper les nouveaux investissements dans la production de pétrole. L'accord de Paris, entre autres politiques, a été adopté pour réduire les émissions de carbone, mais la consommation de pétrole et de gaz est indéniable dans toutes les régions du monde. L'Occident a été témoin des protestations des activistes climatiques et des dénonciations des ONG environnementales. Leurs revendications incluent la suspension immédiate de la production de pétrole et la critique des banques qui continuent à financer les combustibles fossiles. Cette pression continue a entraîné un ralentissement significatif des investissements des grandes institutions financières dans l'industrie des combustibles fossiles. Le pétrole continue néanmoins d'être une denrée vitale, malgré le sous-investissement dont souffre le secteur de l'énergie. L'industrie pétrolière est soumise à de fortes pressions.

Il y a deux ans, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prédit une fin des investissements dans les nouvelles explorations pétrolières et gazières d'ici à la fin de 2022, puisque le pétrole et le gaz ne devraient plus être nécessaires à l'avenir. Ironie du sort, l'agence qui préconisait de réduire ces investissements est revenue sur ce message : elle conseille désormais aux producteurs de pétrole de pomper davantage de pétrole et de gaz. L'AIE reconnaît la croissance de la demande de pétrole et prévoit une augmentation de 2,1 millions de bps d'ici 2022. D'un point de vue contextuel, cela correspond à peu près à la production pétrolière combinée du Nigeria et du Venezuela en mars 2022.

Bill Winters, directeur général de Standard Chartered, a déclaré lors d'une interview sur CNBC : "L'idée que nous pouvons fermer les robinets et mettre fin aux combustibles fossiles demain, cela n'arrivera pas et, deuxièmement, ce serait très déstabilisant." Le conflit Russie/Ukraine a mis en lumière les besoins mondiaux en pétrole. Si aujourd'hui, seule une petite part de l'approvisionnement mondial est concernée par les sanctions anti-russes, qu'advierait-il si toute la production de pétrole devait cesser ? Les pays en développement sont favorables à la pérennisation du pétrole et du gaz dans le contexte géopolitique actuel. Plusieurs pays sont réticents à s'engager dans une transition énergétique rapide, notamment le Nigeria, l'Angola, la Guinée équatoriale, la Libye, le Venezuela et l'Algérie.

Ils réfutent l'idée d'une Transition Juste pour Tous pour des raisons socio-économiques et culturelles. Dans de nombreux pays, l'énergie est encore principalement fournie par des centrales électriques au charbon. Les pays exportateurs de combustibles fossiles ne sont pas disposés à abandonner rapidement le charbon. C'est un véritable défi d'un point de vue socio-économique et culturel. L'utilisation de leurs abondantes ressources en pétrole et en gaz est cruciale pour la croissance économique. Ces nations n'ont pas été en mesure de tirer pleinement profit des avantages économiques et sociaux associés aux économies basées sur le pétrole. En raison de leurs émissions de carbone insignifiantes par rapport à celles de leurs homologues occidentaux, ces pays en développement éprouvent du ressentiment à l'égard de la pression occidentale. À titre d'exemple, l'Afrique contribue pour moins de 3,8 % aux émissions mondiales de dioxyde de carbone. Les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ne sauraient donc se permettre d'arrêter d'utiliser les combustibles fossiles. Actuellement, les nations occidentales exhortent les pays en développement à augmenter leur production de gaz et de pétrole en réponse au récent conflit entre la Russie et l'Ukraine et à ses effets collatéraux sur les approvisionnements énergétiques européens. Cette nouvelle demande des dirigeants européens semble tellement ironique et contradictoire. Ces mêmes pays qui ont autrefois exhorté les nations en développement à passer rapidement aux énergies renouvelables les encouragent maintenant à augmenter leur production de pétrole et de gaz aussi efficacement et rapidement que possible. Preuve s'il en fallait que la demande de pétrole est réelle, intense et supérieure à l'offre disponible.

Une Transition Juste pour Tous ne répond pas de manière adéquate à la question globale de la préservation de l'environnement. La transition énergétique nécessite la coopération d'un large éventail de parties prenantes, telles que les gouvernements, le secteur privé, les communautés, les universitaires et la société civile. En outre, les pays comme le Nigeria, la Guinée équatoriale, l'Angola, le Gabon, la Libye, le Venezuela et d'autres, dont l'économie dépend des hydrocarbures, ont manifestement besoin d'une transition plus progressive et plus souple vers des sources d'énergie renouvelables. Il est donc impératif que la production de pétrole et de gaz soit portée à un niveau optimal dans ce climat géopolitique agité. Pour éviter les ruptures, les Européens désireux de s'affranchir de leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie cherchent des alternatives. La raréfaction du pétrole et du gaz peut avoir un effet d'entraînement sur des aspects vitaux des économies mondiales. Il convient de trouver rapidement une solution pour éviter une crise énergétique.



Augmentation du prix du pétrole, image d'illustration

Prix du pétrole, quand le monde s'affole

Jamais auparavant les prix du pétrole n'avaient connu des variations aussi préoccupantes. En effet, les prix du baril du pétrole fluctuent au gré des événements qui ont été particulièrement nombreux ces derniers mois.

Alors que les prix du carburant avaient baissé au mois d'avril, la situation en Europe a pris de court l'ensemble de la planète, entraînant une hausse du prix du baril. Personne n'aurait pu en effet envisager la tournure que prendraient les événements entre la Russie et l'Ukraine. L'idée que l'Europe soit à nouveau en proie à une guerre et fasse peser sur tous le risque d'une guerre mondiale et nucléaire était absolument inenvisageable. Pourtant, voilà près de deux mois que les deux pays se livrent une guerre sans merci sur le front militaire et économique.

Si les analystes ont dans un premier temps craint une suspension des approvisionnement du pétrole par la Russie, les pays de l'OPEP ne se sont pas fait prier pour décider en urgence d'une augmentation de la production pétrolière afin de contenir le risque d'une augmentation du prix du pétrole. Outre Atlantique, le président Biden a pris la décision de débloquer rapidement les réserves stratégiques de son pays.

Ces mesures stratégiques combinées ont permis de faire baisser provisoirement le prix du baril de Pétrole. Cependant l'équilibre demeure précaire et le prix du baril reste au-dessus de la barre des 100 dollars avec un prix historique de 105,53 dollars.

Au-delà des événements et des actes, les discussions autour d'un potentiel embargo sur le pétrole russe ont largement contribué à faire repartir les prix à la hausse. Si l'Union Européenne n'est pas parvenu à trouver un consensus en raison du veto de la Hongrie. Les pays particulièrement dépendant du pétrole russe sont frileux à l'idée de mettre en place un veto et exigent des garanties sur les approvisionnements futurs.



Pompe à pétrole, image d'illustration

La production pétrolière africaine dans l'économie mondiale

La production pétrolière de l'Afrique en 2020 a été la plus faible depuis 2000. Les 630 tonnes métriques atteintes ne représentent que 8% de la production mondiale de 6,9 millions de barils par jour.

L'année suivante, en 2021, avec des réserves de pétrole estimées à 125,3 milliards de barils, la production africaine n'était que de 5,67 millions de barils par jour. Un chiffre relativement faible qui empêche le continent de peser lourd sur l'échiquier mondial. Les producteurs africains sont hélas à la traîne. Aucun pays africain ne figure parmi les 10 premiers mondiaux.

La production de pétrole brut de la seule Russie a atteint 245 millions de barils en 2021, et l'Arabie saoudite, qui détient les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole au monde, produit chaque jour 9,2 millions de barils de brut Aramco. La faible production d'énergies alternatives en Afrique impose aux producteurs africains d'accélérer le rythme malgré la pression internationale des écologistes et autres activistes de la cause verte.

Dans ce contexte, même si elles ont connu une croissance fulgurante en 2020 et 2021, les énergies renouvelables, telles que le solaire, la géothermie, l'éolien, la biomasse végétale et l'électricité issue de l'eau courante, sont loin de pouvoir remplacer le pétrole . La consommation mondiale d'énergie demeure majoritairement composée par le pétrole, le gaz et le charbon.

Pour augmenter la production pétrolière africaine, il est indispensable de prendre des décisions importantes pour retourner la situation. En se basant sur les particularités de chaque pays, il apparaît évident qu'il faut combiner des solutions globales et spécifiques :

- Les entreprises doivent adopter une stratégie commune pour mettre en commun leurs ressources avant de recourir au soutien des institutions financières pour augmenter leurs investissements qui peuvent être directement liés à la production en amont. Avec le gazoduc Nigérien-Marocain, cette approche est en cours d'expérimentation.
- La R&D doit être considérée comme une priorité absolue afin que les technologies d'exploration et d'exploitation puissent être développées, faute de quoi les pays africains continueront de dépendre des entreprises étrangères.
- Améliorer la sécurité dans certains pays comme le Nigeria où la production de cette ressource est entravée par des factions terroristes et un banditisme avéré.
- Investir dans de nouvelles raffineries ou moderniser les existantes. La production de pétrole ne saurait être économiquement viable que si le pétrole est traité et exporté par le pays qui l'a produit.

Ces actions doivent en outre être associées à une forte volonté de changement de la part des pays producteurs africains afin d'inverser cette situation anormale. L'Afrique bénéficiera grandement de ces mesures correctives, qui auront un impact direct sur l'économie.



Gazoduc en construction, image d'illustration



Station essence, image d'illustration

Les répercussions de la hausse du prix du pétrole au quotidien

Alors que le prix du baril de pétrole a dépassé la barre des cent dollars cette année, nul n'a encore prédit un baril autour de 150 dollars. De nombreux facteurs contribuent à cette hausse des prix, notamment une demande de plus en plus importante de la Chine et des pays émergents. Le conflit Russie/Ukraine a aggravé la situation.

En décembre 2021, le prix moyen du pétrole brut était de 74,4 dollars, et en janvier 2022, il a augmenté de 16 % en moyenne, et de manière très marquée à la suite de la crise russo-ukrainienne. Le 6 mars 2022, le baril de pétrole était proche de 140 dollars.

Les fluctuations des prix sur le marché pétrolier sont non seulement déterminées par des facteurs prévisibles, mais aussi et surtout par des facteurs non anticipés comme les guerres, les révolutions et les catastrophes naturelles qui peuvent avoir des effets dévastateurs sur les consommateurs. D'aucuns ne réalisent peut-être pas à quel point la hausse du prix du baril affecte leur vie quotidienne. Les raffineries qui transforment le pétrole doivent faire face à des coûts de production plus élevés lorsque le prix du baril augmente, ce qui se répercute sur tous les secteurs économiques et sociaux.

Les transporteurs et les automobilistes sont directement impactés par une hausse du prix de l'essence, et ce coût est répercuté sur les biens, et de facto sur les dépenses des ménages.

Dans les économies de marché à revenu élevé, les gouvernements n'interviennent pas, ce qui a pour effet de laisser les gens se charger de l'offre et de la demande. Ailleurs, l'Etat doit intervenir et subventionner les produits pour contrôler le marché et protéger les plus démunis. Faute de quoi, la contestation et les manifestations s'ensuivront, et pourraient dégénérer en émeutes.



Véhicules à essence dans les rues de Lagos



Distribution de l'électricité au Nigeria

D'autres secteurs, encore plus sensibles, peuvent également être mis à mal et subir de graves dysfonctionnements. Lorsque le prix du baril augmente, le coût de l'énergie augmente, ce qui affecte le secteur manufacturier, l'artisanat et les services en général. Les effets se font sentir au niveau macroéconomique et microéconomique.

La sécurité peut être compromise par les coûts de l'éclairage public, notamment dans les pays à faible revenu où l'éclairage public est limité ou coupé lorsque les factures ne sont pas payées. Il s'ensuit une recrudescence du banditisme, des agréments, etc.

L'énergie est au cœur de toutes les activités et son impact se fait directement sentir dans la vie quotidienne. La diversification des ressources énergétiques est un sujet qui est toujours présent dans les conversations, mais qui constitue un défi dans sa phase initiale. Prendre des mesures pour parvenir à une combinaison raisonnable de politiques énergétiques nécessite un dialogue entre les différentes parties prenantes.



CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : www.nigeria-one.com/fr/
- **Par e-mail** : contact@nigeria-one.com
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G
Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

